



Varsovie, le 23 Novembre 2018

INFORMATION CONCERNANT LES RESULTATS D'UN CONTROLE FISCAL ET L'ENQUETE DE LA SECURITE INTERIEURE (L'ASN)

En se référant aux informations qui sont apparues dans la presse le vendredi 23 novembre 2018, la Fondation Dialogue Ouvert (*Open Dialogue Foundation – ODF*) tient à démentir les rumeurs circulantes et à clarifier toutes les incohérences et les insinuations à ce sujet.

1. Les agents de la Sécurité intérieure (l'ASN) ne se sont présentés dans aucun des bureaux de la ODF, aucun employé et aucun coopérant ont été arrêtés. La Fondation n'a reçu non plus aucune information sur l'ouverture d'une enquête – nous l'avons appris des médias.
2. Les suggestions fournies par l'ASN dans une information publiée par l'Agence Polonaise de Presse (PAP) insinuent que la ODF ou l'un de ses donateurs – la société Silk Road détenue par le Président du Conseil de la Fondation, Bartosz Kramek – dissimule des fonds financiers dans des paradis fiscaux, blanchit l'argent et a des liaisons avec des sociétés suspectes ce qui pourrait suggérer « l'origine criminelle de fonds ».

Ces révélations ne sont que de pures insinuations. Elles ont pour but de détruire la réputation de la Fondation sans aucun fondement dans les faits. La déclaration de l'ANS ne contenait aucune accusation d'infraction concrète à la loi, seulement des hypothèses et des spéculations qui ont été présentées de façon à évoquer des émotions négatives chez le public, avec l'utilisation des termes tels que : les paradis fiscaux, Panama Papers, les revenus criminels, les bureaux virtuels.

Nous rappelons qu'aucune accusation de l'ANS n'évoque une activité illégale quelconque :

- Il n'est pas interdit par la loi de financer une fondation par les membres de son directoire.
 - Il n'est pas interdit par la loi de conduire les affaires avec des entreprises enregistrées avec des bureaux virtuels en Grande Bretagne (de plus, dans de nombreux secteurs ce type de bureaux est une pratique courante, par exemple dans la branche HT).
 - Il n'est pas interdit par la loi de conduire les affaires avec des sociétés enregistrées aux Seychelles, ni au Belize, ni au Panama. Il en est de même avec des sociétés figurant dans les soi-disant Panama Papers – ces documents comportant des données de plus de 200 000 sociétés du monde entier. La seule chose qui les lie est leur recours aux prestations de conseil fournies par la société Mossak Fonseca, à l'époque l'un des plus importants bureaux de conseil. Compte tenu du nombre important de clients étrangers que la société Silk Road avait au fil des années (principalement dans le secteur HT), il n'est pas difficile d'en trouver au moins un provenant des pays évoqués et en particulier celui qui peut figurer dans les fichiers (quoi que cela veuille dire) des Panama Papers.
3. Un montant de 715 160 PLN au titre des impôts non payés par la ODF et revendiqué par le Bureau de l'Administration des douanes et des impôts (l'ADI) de la ville de Łódź, concerne l'impôt sur les sociétés.

La Fondation Dialogue Ouvert n'est pourtant pas une entreprise commerciale mais un organisme à but non lucratif. Conformément à la loi, elle ne paie pas d'impôts sur le revenu du fait qu'elle bénéficie d'allègements fiscaux pour la réalisation des objectifs définis par une loi sur les revenus des personnes morales.

Le Bureau de l'Administration des douanes et des impôts de Łódź affirme dans son rapport que l'objectif statuaire de la fondation est « la défense des droits de l'homme et le soutien à la démocratie et à la primauté du droit » et qu'en effet la ODF réalise ces objectifs. L'ADI indique cependant que ces objectifs ne sont pas évoqués dans le catalogue des objectifs visés par la loi.

Nous rappelons que la Fondation réalise ces objectifs depuis 10 ans, en établissant chaque année un rapport financier de leur réalisation. Les évaluations de nombreux contrôles dans les années passées ont été positives, y compris la procédure de vérification spéciale conduite pour délivrer une autorisation de fourniture de gilets pare-balles et de casques de combat, en aide destinée à l'Ukraine. Aucune institution de surveillance n'a émis de réserve concernant l'activité de la Fondation, y compris sur les allègements fiscaux dont elle bénéficie jusqu'au contrôle actuel dont la procédure a été entamé en 2017 à la demande du Ministère de l'Intérieur (qui a été par ailleurs intentée à la demande du coordinateur des services spéciaux) sous le gouvernement du parti Droit et Justice PiS (nous nous permettons de rappeler également que dans un Etat de droit les contrôles fiscaux et douaniers ne sont pas effectués contre les opposants du gouvernement à la demande des ministres).

Nous considérons que les accusations avancées contre la Fondation par les organes de l'administration publique soumise au parti PiS au pouvoir sont sans fondement, voire fantasques et révèlent des éléments constitutifs d'une infraction de diffamation.

La déclaration de l'Agence de sécurité intérieure de la Pologne [l'ASI], qui ne contient aucun fait sauf des insinuations calomnieuses, n'a pas été transmise fortuitement à l'Agence Polonaise de Presse PAP le jour où un article critique envers l'évaluation du contrôle l'UCS sur le portail d'Internet Onet.pl. devait paraître. Cette déclaration porte préjudice aussi bien à la réputation de la Fondation qu'à la société Silk Road et risque d'avoir des conséquences négatives sur l'activité des deux organismes. Par conséquent, la Fondation et Bartosz Kramek envisagent de prendre des mesures juridiques concernant la diffamation, la provocation intentionnelle d'une perte d'image et de pertes financières, la violation du secret fiscal et le dépassement du pouvoir de Mariusz Kamiński, ministre coordinateur des services spéciaux et de ses coopérateurs.

De plus, une nouvelle fois nous tenons à rappeler le contexte d'une persécution contre notre Fondation. Les repréailles de la part des autorités ont été lancées juste après la publication d'un [texte de Bartosz Kramek](#), concernant la désobéissance civique vis-à-vis de l'activité de la majorité des autorités polonaises, du gouvernement et du Président agissant de manière à violer la Constitution. La première attaque était une tentative de censure du Ministère de l'Intérieur dirigé par Wtiod Waszczykowski, en demandant d'enlever ce texte, puis une tentative de prise de contrôle de la Fondation par le MAI. Les conclusions ont été récusées par le tribunal. C'est le chef du MAI qui a également demandé à la trésorerie nationale de conduire un contrôle fiscal à la ODF.

En conclusion, [la Présidente de la Fondation, Lyudmyla Kozlovska a été expulsée de l'UE](#), ce qui a été considéré en fait par de nombreux pays de l'UE, des experts et des personnages publics éminents comme un dépassement de pouvoir sans fondement de la part du parti PiS contre les critiques du gouvernement. Par conséquent, les repréailles en cours sont une démarche attendue en tant que nouvelle action lancée par les membres du PiS dans leur bataille contre

l'organisation qu'ils qualifient – pour des raisons toujours peu claires – de menace sérieuse à leur pouvoir, ce que le ministre Witold Waszczykowski a d'ailleurs déclaré de façon explicite dans ses deux interviews [[RadioZet](#) et [Dziennik Gazeta Prawna](#) (Journal Juridique)].

Afin d'obtenir plus d'information, veuillez nous contacter:

Martin Mycielski

Directeur affaires publiques

Fondation Dialogue Ouvert

tel. +32 488 884 161

e-mail: martin.mycielski@odfoundation.eu